## **DÉCLARATION DE SOUS-TRAITANCE N° …**

**A – IDENTIFICATION DE L'ENTITÉ ADJUDICATRICE**

**AÉROPORT DE BÂLE-MULHOUSE -** Établissement public franco-suisse

**BP 60120 - 68304 SAINT-LOUIS Cedex** - <https://www.euroairport.com/fr/>

Personnes habilitées à donner des renseignements comptables sur l’avancement des prestations : M. le Directeur Général ou M. le Directeur Général Adjoint de l’Aéroport de Bâle-Mulhouse, en tant que Personne en Charge du Marché (PCM)

Comptable assignataire des paiements : M. l’Agent comptable de l’Aéroport de Bâle-Mulhouse.

**B – OBJET DU MARCHÉ**

**Intitulé du marché** :

Lot *(le cas échant)* :

Montant HT total du marché *(préciser la devise)* :

**C - OBJET DE LA DÉCLARATION DE SOUS-TRAITANCE**

La présente déclaration de sous-traitance constitue *(cocher la case correspondante)* :

[ ]  une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat

[ ]  un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après notification du marché):

**Le sous-traitant sera payé directement** **(obligatoire si la sous-traitance atteint 600 € HT)** [ ]

Le sous-traitant, dont le contrat est inférieur à 600 € HT, est réglé directement par le titulaire [ ]

[ ]  un acte spécial modificatif : il annule et remplace la déclaration de sous-traitance signée par la PCM en

 date du ……………………………………..

**D – IDENTIFICATION DU CANDIDAT OU DU TITULAIRE DU MARCHÉ**

*(Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, son adresse, son numéro de téléphone et SIRET (ou équivalent), son adresse électronique. En cas de groupement, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement)*

**Nom et dénomination sociale** :

Adresse :

Email : …………………………………………………………Téléphone :

SIRET (ou numéro d’immatriculation) :

En cas sous-traitance pour un cotraitant, préciser les coordonnées du cotraitant concerné par la demande :

**Nom et dénomination sociale** :

Adresse :

Email : …………………………………………………………Téléphone :

SIRET (ou numéro d’immatriculation) :

**E – IDENTIFICATION DU SOUS-TRAITANT**

*Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), adresse électronique, numéro de téléphone et numéro SIRET (ou équivalent):*

**Nom et dénomination sociale :**

Forme juridique *(entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.)* :

Adresse :

Email : Téléphone : …………………………………………

Site internet *(le cas échéant)* :

SIRET (ou numéro d’immatriculation) :

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d’engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l’habilitation à engager le sous-traitant.)*

Le sous-traitant est *(cocher la case correspondante)* :

[ ]  membre d’un État de l’Union Européenne

[ ]  n’est pas membre d’un État de l’Union Européenne (entreprise suisse notamment). Dans ce cas, il précise :

 [ ]  qu’il ne possède pas d’établissement dans un pays membre de l’Union Européenne

 [ ]  qu’il possède un établissement dans un pays de l’Union Européenne : *(Dénomination et adresse de cet établissement)*

[ ]  Renseignements relatifs à la situation financière : à joindre en annexe *(chiffres d’affaires hors taxes (CA) des trois derniers exercices disponibles, si le sous-traitant fait l’objet d’une procédure de redressement judiciaire ou d’une procédure étrangère équivalente joindre le jugement correspondant (s’il n’est pas en langue française ou allemande, joindre une traduction certifiée)*

**Les certificats fiscaux et sociaux, ainsi que les attestations d’assurance sont à déposer sur la plateforme de contrôle de conformité du candidat**  : <https://www.e-attestations.com/>

**Tous les autres documents relatifs aux moyens humains et matériels et aux références du sous-traitant sont à joindre en annexe.**

**F – NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES**

**Nature des prestations sous-traitées** :

**G - MONTANT DES PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES**

**Montant maximum à verser par paiement direct au sous-traitant** *(dans la devise du marché)* **:**

|  |  |
| --- | --- |
| Montant maximum HT : |  |
| Taux de la TVA : *auto-liquidation\* (la TVA est due par le titulaire) :* |  |

*\* conformément à la procédure instaurée par la Loi de Finances 2014, n° 2013-1278.*

Modalités de variation des prix :

**H - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Compte à créditer *(joindre* ***obligatoirement*** *un RIB)* :

Code IBAN : BIC :

Nom de l’établissement bancaire :

Numéro de compte :

Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

*Avance : le marché ne prévoyant pas d'avance forfaitaire, il n'en sera versé ni au titulaire, ni au sous-traitant.*

**I - CAPACITÉS DU SOUS-TRAITANT ET ATTESTATIONS SUR L’HONNEUR**

**Le sous-traitant fournit** toute documentation nécessaire à l’appréciation par l'Aéroport de ses compétences et de ses moyens.

**Le sous-traitant déclare sur l'honneur :**

1. ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d’une condamnation définitive pour tout délit affectant sa moralité professionnelle, ou pour une infraction de même nature dans un autre État (condamnation pour escroquerie, abus de confiance, trafic de stupéfiant, blanchiment, acte de terrorisme, corruption active ou passive, entrave à la justice, faux et usage de faux, association de malfaiteurs, …) ou d'une autre interdiction légale.
2. ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour une infraction relative à l'ensemble de ses obligations en matière de déclaration et de paiement des impôts, taxes et des cotisations sociales dus à titre personnel et au titre de ses salariés ;
3. ne pas avoir fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.1146-1, L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L. 8231-1, L.8241-1 et 8251-1 du code du travail français ou des infractions de même nature dans un autre État.
4. ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
5. ne pas être en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
6. ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre mon activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
7. avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s’être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l’organisme chargé du recouvrement;
8. être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-1, L.5212-11 du code du travail français concernant l’emploi des travailleurs handicapés, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
9. que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l’article D.8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
10. fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l’article R.3243-1 du code du travail français, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l’étranger ;
11. avoir, au 31 décembre de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l’obligation de négociation prévue à l’article L.2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
12. être assuré contre tous les risques professionnels (responsabilité civile notamment) et qu'il prendra toute garantie complémentaire nécessaire au cas où il serait titulaire du marché.
13. que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

**J - CESSION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES RÉSULTANT DU MARCHÉ**

 *(Cocher* ***obligatoirement*** *la case correspondante)*

[ ]  L'exemplaire remis au titulaire du marché n'est pas mentionné comme étant l'exemplaire unique en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et n'a pas été restitué.

[ ]  Le titulaire du marché a rendu à la Personne en Charge du Marché l'exemplaire unique en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances. La Personne en Charge du Marché a modifié la formule portée sur cet exemplaire pour tenir compte de la présente déclaration de sous-traitance.

[ ]  L'exemplaire unique a été remis à l'établissement de crédit et n'a pu être restitué. Toutefois, le titulaire du marché a produit une attestation ou une mainlevée de l'établissement de crédit justifiant que la cession ou le nantissement de la créance est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée ou qu'il a été réduit de manière à réaliser cette condition. Cette une attestation ou une mainlevée est jointe au présent document.

**K - ACCEPTATION ET AGRÉMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT**

|  |  |
| --- | --- |
| A……………………………………, le………………..Le sous-traitant *(nom,* ***signature*** *et cachet)* : | A……………………………………, le…………..……….. Le candidat ou le titulaire (*nom,* ***signature*** *et cachet)* : |

**La Personne en Charge du Marché, compétente pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement,**

à Saint-Louis le .………………………..

**La Personne en Charge du Marché (PCM)**

**Marc STEUER**

Directeur Général Adjoint de l’Aéroport de Bâle-Mulhouse

NOTIFICATION DE L’ACTE SPECIAL AU TITULAIRE

La notification interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception ou e-LRAR, l’accusé réception par le titulaire sera joint en annexe